



Irène Collaud: «Malgré la terrible situation que connaît leur pays, les Colombiens ne sont jamais fatalistes. Ils ne baissent pas les bras». ALAIN WICHT

«A Bogota, c'est dans les yeux des victimes qu'on voit la peur»

SAINT-AUBIN • *Après un an en Colombie comme militante pour les droits de l'homme, Irène Collaud est de retour dans la Broye. Rencontre.*

JEAN-MARIE PELLAUX

Irène Collaud avait besoin de décompresser avant de faire son retour à Saint-Aubin. Elle est donc rentrée en cargo de Colombie. Deux semaines sur l'Atlantique pour digérer douze mois d'engagement au sein de Peace Brigade International (PBI). Une ONG qui s'engage en faveur des droits de l'homme. Et c'est le 18 octobre dernier que cette employée de commerce, fraîchement diplômée en science politique, a mis pied à terre. Pour mieux rebondir peut-être. Car Irène Collaud a toujours aimé rouler sa bosse.

D'abord sac au dos en Australie, puis en tant qu'hôtesse de l'air aux quatre coins de la planète et maintenant comme bénévole en Colombie.

Mais pourquoi la Colombie?

Je travaillais pour une ONG suisse impliquée en Amérique latine. Une à deux fois par année, j'allais donc sur place pour faire le suivi de projets. Et à chaque fois que j'ai mis le pied en Colombie, j'ai ressenti quelque chose de particulier. J'ai toujours voulu y retourner. PBI m'en a donné l'opportunité.

Cette histoire d'amour avec la Colombie dure-t-elle encore?

Plus que jamais. Les Colombiens sont des gens extraordinaires. Malgré leur situation, ils ne sont jamais fatalistes et ne baissent pas les bras. C'est très inspirant de voir un homme de soixante ans risquer sa vie pour défendre les droits des autres.

Avez-vous eu parfois peur?

Non, jamais. Après quelque temps, je me suis même dit qu'il ne pouvait rien m'arriver. Avec toutes les mesures de sécurité que prend PBI, notre sécurité est assurée. Et contrairement à ce que certains pensent, il n'y a pas des tirs à chaque coin de rue à Bogota. En fait, c'est dans les yeux des victimes que l'on voit la peur.

Sur place, vous avez fait de l'accompagnement de personnes. De quoi s'agit-il exactement?

Je vais vous donner un exemple. Nous avons dû accompagner un avocat qui se rendait à un procès d'un chef paramilitaire accusé d'un massacre. Il défendait les familles des victimes. Seul, il aurait pu lui arriver quelque chose. Nous sommes restés dans la salle d'audience pendant les trois jours du procès. Notre présence était avant tout dissuasive. Dans ce cas-là, elle a aussi peut-être permis au procès d'être plus équitable et aux victimes de se sentir soutenues émotionnellement.

J'ai dû gérer des cas complexes. Cela n'a pas été facile et j'ai parfois fait des cauchemars

Les volontaires de PBI ne s'impliquent donc pas directement?

En ce qui concerne les accompagnements physiques, nous avons un rôle passif. On permet à des locaux qui savent ce qu'ils veulent faire, qui ont les idées très claires, de faire leur travail. A mon retour, beaucoup de gens ont eu de la peine à comprendre quel était le sens de notre présence. C'est évidemment plus facile de dire que l'on est allé construire des ponts. Un aspect plus actif est lié à l'accompagnement politique. Partout où nous nous rendons, nous nous réunissons avec les autorités civiles et militaires pour nous présen-

ter et faire part de nos préoccupations.

Et vous, comment avez-vous géré vos propres émotions?

Cela n'a pas toujours été facile. J'ai parfois fait des cauchemars. Mais le plus dur a été d'apprendre à gérer certaines contradictions auxquelles j'ai été confrontée.

Lesquelles?

Nous vivions à dix volontaires en colocation, ce qui crée nécessairement certaines tensions. Même pour des brouilles parfois. C'est là que je me disais: «Irène, tu viens de passer l'après-midi avec des personnes qui ont perdu leurs enfants et tu t'énermes pour cela.» C'est un conflit que j'ai souvent eu en moi-même. J'ai dû apprendre à ne pas tout comparer et à relativiser aussi.

Vous ne vous autorisez pas à parler de la situation politique, vous préférez ne pas parler d'Ingrid Betancourt: pourquoi?

PBI a comme principe la non-ingérence. Nous devons absolument éviter d'être assimilés à l'un ou l'autre acteur du conflit. Notre sécurité et notre crédibilité sur place en dépendaient. Donner son avis sur la politique colombienne, c'est prendre le risque de perdre la confiance des autorités. Il a donc fallu faire très attention à notre manière d'exprimer les choses. C'est quelque chose qui ne correspond pas trop à ma personne... j'aime bien être spontanée. Une chose est sûre: je ne suis pas faite pour la diplomatie! I

DE PLUS EN PLUS DE DEMANDES

PBI a été fondée en 1981 au Canada avec l'ambition de proposer des solutions non violentes dans des contextes conflictuels. Sa méthode: offrir un accompagnement protecteur et non armé à des personnes et des organisations menacées. Outre la Colombie, l'organisation non gouvernementale (ONG) est aujourd'hui présente en Indonésie, au Guatemala, au Mexique et au Népal. Et à l'heure actuelle, 75 volontaires originaires de 26 pays sont engagés sur le terrain pour un minimum de douze mois. L'antenne suisse a, quant à elle, été créée en 1984. Depuis lors, 63 Helvètes, dont 8 en ce moment même, sont partis avec PBI. «Les demandes d'accompagnement émanant de la société civile sont toujours plus nombreuses», avoue Lise Corpataux, porte-parole romande de l'organisation. Un bon signe pour PBI mais un mauvais pour la situation des droits de l'homme.

JMP

Infos sur www.peacebrigades.ch

LÉCHELLES

L'exécutif retire un crédit d'étude

DELPHINE FRANCEY

L'Exécutif de Léchelles a décidé mardi soir, lors de l'assemblée communale, de retirer un crédit d'étude de 20 000 francs prévu au budget d'investissements 2009. Comme l'indique le syndic Dominique Progin au téléphone, ce crédit avait pour but d'approfondir l'étude concernant un éventuel agrandissement de la salle communale. «Nous avons organisé une séance d'information le 4 décembre pour présenter nos réflexions», explique-t-il. «Des sociétés locales nous ont approchés pour faire part de leurs besoins. Notre salle date de 1958 et c'est vrai qu'elle devient un peu petite lors de certains rassemblements.» Le syndic ajoute que deux scénarios sont envisagés, mais rien de concret. La première idée serait de rénover et doubler la surface actuelle. L'opération est estimée à plus de 1,7 million de francs. Deuxième possibilité: construire une salle polyvalente qui coûterait plusieurs millions.

En fait, le crédit d'étude a été retiré à la suite de réactions d'habitants mécontents. «Ce projet manque de clarté. Le Conseil communal a aussi entrepris des démarches – comme celle de mandater un bureau pour réaliser la petite étude présentée le 4 décembre – sans en avertir la population», souligne un citoyen, qui souhaite garder l'anonymat. Finalement, une commission d'étude a été nommée. Sa mission? Évaluer les besoins des sociétés locales et les coûts d'un agrandissement ou d'une nouvelle construction.

Dans un autre registre, le Conseil communal n'est pas encore entré en matière concernant la pétition remise au Conseil d'Etat par Caroline et Pierre-Philippe Linder. Le syndic précise que l'exécutif ne l'a pas encore reçue. Pour mémoire, le couple Linder avait recolté les signatures de près de la moitié de ses concitoyens dans le but de sécuriser la traversée du village («LL» du 6 décembre).

L'assemblée de mardi était également l'occasion de présenter le budget 2009, qui a passé la rampe. Ce dernier prévoit une perte de 46 000 fr. pour un total de dépenses de 2,17 mio. Parmi les investissements les plus importants, Léchelles envisage de déboursier 70 000 fr. pour l'équipement et l'installation de nouveaux programmes informatiques. I

DENEZY

Le Comptoir revient à la Pentecôte 2009

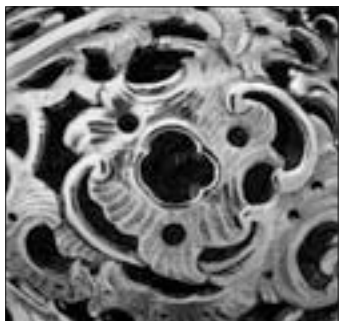
Après une longue pause entre 2000 et 2006, le Comptoir de Denezzy retrouve son rythme trisannuel. Quinze ans après son lancement, il vivra sa 5^e édition durant le week-end de la Pentecôte 2009, du 28 mai au 1^{er} juin. «Village de moins de 140 âmes, entre Thierrens et Prévondavaux (FR), Denezzy n'a ni poste ni épicerie. Il vient en plus de perdre son unique pinte, L'Entracte, tenue durant près de deux décennies par l'humoriste Denis Meylan, alias Bouillon. Ce village de caractère peut en revanche se targuer de posséder son Comptoir», communiquent les organisateurs.

A Denezzy, pas de grande salle et encore moins de centre de congrès pour accueillir la quarantaine d'exposants issus de cette commune entre Broye et Jorat et de ses environs. La ferme de Pierre Chevalley et ses dépendances, au bas du village, servira une fois de plus de décor, après 1997 et 2006. La vitrine économique misera aussi sur les animations originales, dont la 2^e édition de Futurstar, le concours de talents prometteurs de la chanson et de l'humour. Quant à l'hôte d'honneur, il est d'ores et déjà connu: ce sera le district du Gros-de-Vaud auquel Denezzy est rattaché depuis peu. I

MÉMENTO BROYE

> **PUÉRICULTURE** Croix-Rouge, HIB, Estavayer-le-Lac, sur rdv au 026 664 77 90.

PUBLICITÉ



A LA TABLE DE DIEU ET DE LEURS EXCELLENCES
L'ORFÈVRE DANS LE CANTON DE FRIBOURG
ENTRE 1550 ET 1850

CONFÉRENCE
GEORGES ANDREY HISTORIEN
«Le patriat fribourgeois: trois siècles d'histoire (XVI^e – XVIII^e siècles)»

JEUDI 11 DÉCEMBRE 2008, À 18H30

MAHF
MUSÉE D'ART ET D'HISTOIRE FRIBOURG
RUE DE MORAT 12 | 026 305 51 40-67